

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR



MATINÉE 28. — N° 4.

TE VEA NO TAHIKI.

Mahina pae 24 tenuare 1879.

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable à l'avance):
Un an 15 fr. Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser
Six mois 10 fr.
Trois mois 6 fr.
Un numéro 50 centimes.

Prix des Annonces (en comptant):
Les 10 premières lignes 20 centimes
Autres lignes 10 centimes
Les deux dernières lignes paient la moitié du prix de la première insertion.

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Nomination. — Arrêté portant création d'un service de cantonniers pour la surveillance et l'entretien des routes. — Nominations d'un député au conseil administratif et de la partie civile. — Publications. — **PARTIE NON OFFICIELLE.** — Nouvelles lois. — Contrat d'agriculture et de commerce. — Culture du quinquina. — Liste des lettres refusées ou non recommandées. — Mouvement commercial. — Mouvements du port — Annonces. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Par décret présidentiel du 14 novembre 1878, M. Joyau (Victor-Marie-Henry), commissaire-adjoint de la marine, a été nommé Ordonnateur à Tahiti, en remplacement de M. Champy, officier du même grade, appelé à servir à la Guadeloupe.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Voilà l'ordonnance ministérielle du 26 juin 1869 :

Voici les prévisions budgétaires pour 1879 :

Considérant qu'une surveillance continue de la part d'agents spécialement affectés à ce service ne peut qu'entraîner une diminution sensible dans les dépenses occasionnées par l'entretien des routes ;

Conformément à la décision prise au sein du Conseil d'administration lors de la discussion du budget local pour l'Exercice 1879 ;

Vu les arrêtés du 13 mars 1877 relatif au premier à la police rurale, et le deuxième aux travaux d'entretien et de propriété des routes ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRACHÉ :

Art. 1^e. Il est établi un service de cantonniers permanents sur les routes de l'île, afin de pouvoir à leur entretien et à leur surveillance.

Ce service est divisé en deux grandes sections, Est et Ouest, et composées l'une d'un cantonnier-chef et de 5 cantonniers ordinaires, l'autre d'un cantonnier-chef et de 5 cantonniers ordinaires, outre le piqueur dont la résidence est à Taravao. Chacune de ces deux sections est elle-même divisée en stations.

Art. 2. Ces différentes stations sont établies d'après le tableau ci-après :

Désignation des agents.	Stations.	Limites des Stations.
Section Est.		
Cantonnier ordinaire...	Paro.	De pont de l'Est, du village d'Arua.
Id.	Aree.	Du village d'Aree au sommet de Tabarao (limite des districts d'Aree et Mahina).
Id.	Mahina.	De la limite des districts d'Aree et Mahina à Tapahi.
Cantonnier-chef....	Tarcel.	De Tapahi à la limite de Tiarei et Hitihi.
Section Ouest.		
Cantonnier ordinaire...	Faera.	Du pont de l'Eruine à la propriété Brill.
Id.	Punaauia.	De la propriété Brill à la limite de Punaauia et l'en.
Id.	Faera.	District de Faera.
Id.	Fapara.	District de Fapara jusqu'à Tabarao.
Id.	Fapeari.	De la limite des districts de Matasia et Fapeari à l'abri Taravao.
Cantonnier-chef....	Papoururi.	De Tabarao à la limite des districts de Matasia et Papoururi.
Piqueur....	Taravao.	Toute la presqu'île et partie de la route de l'Est contre la terre Taravao et la limite de Tiarei et Hitihi.

Les cantonniers-chefs auront sous leur surveillance les cantonniers ordinaires dont les stations sont à proximité de leur résidence.

Art. 3. Les cantonniers-chefs seront choisis de préférence parmi les anciens serviteurs de l'Etat (militaires ou marins). Ils seront nommés par décision du Commandant Commissaire de la République, sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et la présentation du directeur des ponts et chaussées.

Ceux de ces agents actuellement en service continueront à occuper les emplois dont ils sont titulaires.

Art. 4. Les cantonniers ordinaires seront choisis parmi les indigènes. Ils seront nommés par l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, après avis du Directeur des affaires indigènes et sur la proposition du Directeur des ponts et chaussées.

Art. 5. Les cantonniers-chefs seront asservis et, à ce titre, pourront verbaliser en matière de contravention à la police rurale. Les cantonniers ordinaires pourront instrumenter comme il est dit aux articles 6, 7 et 10 de l'arrêté du 13 mars 1877 sur la police rurale. Les contraventions constatées par eux en matière de dégradations de route seront immédiatement signalées aux chefs de poste ou au conducteur des ponts et chaussées chargé de la surveillance

générale de la section, afin que telle suite qu'il comporte soit donnée au fait ainsi révélé.

Dans les cas urgents, les cantonniers ordinaires pourront être reçus par les chefs de district et devront alors concourir, au même titre que les mutos, à la police du district.

Les cantonniers-chefs recevront une solde annuelle de 2 100 fr. plus le vivier. Les cantonniers ordinaires seront payés à raison de 600 fr. par an.

La ration ne leur est pas allouée. Il sera laissé à ces derniers, quatre le dimanche, deux jours de liberté par semaine afin de leur permettre de pourvoir à leurs besoins alimentaires.

La solde de ces différents agents sera imputée au budget local, chap. I^{er}, art 1^{er}, Personnel, § 7. Ponts et Chaussées.

Art. 7. Les cantonniers ordinaires porteront comme signes distinctifs de leur fonction une veste en étoupe de toile bleue, ornée de passe-poil de couleur jaune et du modèle de celle adoptée pour les mutos.

Sur cette veste sera attachée une plaque en cuivre du module de celui porté également par les mutos et sur laquelle seront inscrits les mots : *Confiseur section E. ou O.*

La durée réglementaire de la veste est fixée à une année.

Elle sera, ainsi que la plaque, délivrée gratuitement aux cantonniers par la direction des ponts et chaussées.

En cas de perte ou de détérioration complète provenant du fait d'un agent avant le terme fixé ci-dessus pour la durée réglementaire, une nouvelle veste lui sera délivrée ; cette nouvelle délivrance donnera lieu à imputation sur ses salaires du prix de revient dudit vêtement.

En cas d'incapacité constatée de mauvaise volonté dans l'exécution de son service, ou de maladie habituelle, les cantonniers-chefs et les cantonniers ordinaires pourront être relevés de leurs emplois. Ces révocations seront prononcées par les autorités de qui relèvent les nominations et sur les propositions et rapports des chefs d'administration et de service qui auraient provoqué lesdites nominations.

Art. 9. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur et le Directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont les prescriptions prendront cours du 1^{er} janvier courant, et qui sera, après communication partout où besoin sera, inséré au *Messager* et au *Bulletin officiel de la colonie*.

Paopote, le 20 janvier 1879.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République :
L'ordonnateur f.f. de Directeur Le Directeur
de l'Intérieur, des affaires indigènes,
E. Champy. V. C. Rose.

Par ordonnance en date du 21 janvier 1879, l'indigène Tshiruru a Oupoh est nommé député du district de Punaauia, en remplacement de Mehao a Tefana, revocé par ordonnance du 14 janvier 1879.

Moi te au i te faane roa manus no toro no 20 tenure 1879, nafutora hi te taata ro a Tshiruru a Oupoh ei iriti ture no te matacinas na no Punaauia, en monu ia Mehao a Tefana, o te faane hi mai te au i te faane roa manus no te 14 no tenure 1879.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

A V I S .

La clôture de l'exercice 1878 pour le service Marine est fixée au 28 février 1879.

Les personnes auxquelles il est dû des créances au compte de ce service sont invitées à se présenter avant cette date au trésor avec leurs mandats pour en recevoir le montant.

Les mandats non payés au 28 février 1879 seront annulés et ne pourront être réordonnancés qu'en France.

3-1

Service des Contributions.

Le service des contributions prévoit le public que les matières devant servir à l'établissement des rôles de l'impôt personnel, mobilier et des patentes pour l'année 1879 seront tenues à la disposition des contribuables, au secrétariat de l'ordonnateur, à Paopote, pendant douze jours, qui commenceront à compter du 25 janvier courant et expireront le 7 février 1879.

Détail des Recettes.

Les créanciers de la succession du nomme Torou (Louis-Eugène), ouvrier menuisier des ponts et chaussées, dédié à l'hôpital militaire, de Paopote le 3 janvier 1879, sont invités à produire, dans le délai de deux mois à compter de ce jour, leurs titres de créances accompagnés d'une facture en double expédition.

3-3

Service des Subsistances.

Le public est prévenu que le samedi 8 février 1879, à 2 heures de réveille, il sera procédé, dans le cabinet de l'ordonnateur, à l'adjudication sur soumissions cachetées, de la fourniture de la viande fraîche, des animaux vivants, des aliments légers et rafraîchissants,

